

# la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

## KARL MARX, HENRI LEFEBVRE : TRANSFORMER LE MONDE !

Dans ce numéro, il s'agit essentiellement, pour moi, de faire retour à ce qui me semble essentiel, fondamental, au cœur de l'œuvre d'Henri Lefebvre. Pour certains, aujourd'hui, ne subsiste que son travail sur la ville, sur l'urbain. Pour d'autres, Lefebvre est un chercheur ayant laissé une constellation de concepts, de théories. L'approche des uns et des autres ne permet pas, je crois, de comprendre l'œuvre. Dans le premier cas de figure, on s'en tient à un catalogue de bons sentiments destiné aux spécialistes. Dans l'autre, on ne traite concepts et théories qu'au cas par cas, aboutissant ainsi à des analyses esthétisantes.

Marx assignait aux philosophes, et à lui-même, non plus d'interpréter le monde mais de le transformer. C'est le sens de son œuvre. Du début à la fin, et notamment s'agissant du *Capital* sous-titré *Critique de l'économie politique*. Lefebvre a pris Marx au sérieux et au mot. Son œuvre fondamentale s'intitule *Critique de la vie quotidienne*. Dans les deux cas, c'est d'abord le mode de production (capitaliste) qu'il faut analyser et ensuite transformer

Ces œuvres ont été réalisées non pour être enseignées à l'Université, mais, il faut le redire, pour transformer le monde. D'ailleurs, ni Marx ni Lefebvre, en France, ne sont vraiment au programme dans les Universités. S'agissant d'Henri, en France, il faut le constater, c'est presque le vide et l'oubli : une thèse réalisée cette année par une Italienne et la précédente, il y a plus de dix ans, par un Coréen.

Certes, ils devraient avoir leur place dans les Universités, mais je rêve aussi d'autre chose. Je me souviens, c'était dans les années cinquante, d'une Université ouvrière implantée à Paris (avenue Mathurin Moreau. Tiens ?) fréquentée par des militants politiques, associatifs, etc. Une telle Université n'est-elle pas à réinventer, où Marx et Lefebvre, entre autres, auraient véritablement leur place ? Après tout, transformer le monde, si cela concerne les étudiants concerne aussi, et peut-être d'abord, le peuple du quotidien.

Armand Ajzenberg

## Sommaire

- Armand Ajzenberg : De la critique de l'économie politique à la critique de la vie quotidienne 1
- Alessandra Dall'Ara : Ville et démocratie dans la pensée d'Henri Lefebvre 3
- Armand Ajzenberg : De la citoyenneté chez Henri Lefebvre 7

## la somme et le reste

Revue éditée avec la participation d'Éspaces Marx

Diffusée par courrier électronique

Tél. : 01 60 02 16 38

E mail : Pensee [lefebvre@aol.com](mailto:lefebvre@aol.com)

Site Internet :

[www.Espaces-Marx.eu.org/SomReste](http://www.Espaces-Marx.eu.org/SomReste)

Animateur de la revue : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beaurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihr Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Lufti Eulina Pacheco (Brésil), Magniadas Jean (F), Martins José de Souza (Brésil), Matamoros Fernando (Mex.), Montferran Jean-Paul (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marília Pontes (Brésil), Tosal André (F).

Les textes qui suivent résultent de communications faites aux « Quatrièmes Journées de la Pensée Critiques » tenues à Bordeaux les 27, 28 et 29 octobre 2005. Organisées par **DISCORDANCES** et **ESPACES MARX**, elles avaient pour thème central : **VILLES ET DÉMOCRATIE**.

La première journée était consacrée au « Droit à la ville », la seconde aux « Mutations de l'urbain », enfin la dernière mettait au centre de son questionnement « Centres et périphéries : intégration et exclusion ». Les communications faites à ces journées vont être publiées par Alain Brossat.

En avant première, **La somme et le reste** publie les textes d'Alessandra Dall'Ara et Armand Ajzenberg relatifs à la pensée d'Henri Lefebvre. Le premier article – nécessité de l'analyse dialectique - a pour ambition de faire retour sur ce qui est au cœur de l'œuvre du philosophe ; les suivants – nécessité du « transformer le monde » - sont à lire comme des illustrations, possibles et concrètes, de la pensée du philosophe appliquées au quotidien.

Merci aux organisateurs de ces journées pour leur travail de redécouverte d'Henri Lefebvre et pour leur aimable autorisation à publier ces textes

## Armand Ajzenberg

### De la critique de l'économie politique à la critique de la vie quotidienne

**C**ritique de l'économie politique - sous-titre donné par Marx au *Capital* -, Critique de la vie quotidienne d'Henri Lefebvre - son œuvre majeure -, ont comme particularité commune le mot « critique ». S'agissant de Lefebvre, ce n'est pas un hasard. En tout cas « Critique », chez l'un et chez l'autre, est moins à prendre dans son sens négatif, destructeur, et plus dans celui d'analyse dialectique. Je pose donc ici en postulat que la *Critique de la vie quotidienne* est le complément contemporain à *La critique de l'économie politique*. Plus précisément, complément à l'analyse dialectique que Marx avait faite du concept de Mode de production, en général, et de celui capitaliste en particulier. Ce qu'il faut expliciter et qu'Henri Lefebvre a très bien fait lui-même.

Dans un texte de 1983-1984, publié à Belgrade à propos du centenaire de la mort de Marx, il constatait que dans la constellation de concepts legués par Marx il y avait des lacunes, des « trous noirs » qu'il fallait combler. Pour lui, « les activités étudiées par Marx et mises au premier plan par la plupart des courants marxistes concernaient le travail, la production et les lieux de production, les rapports de production ». Il ajoutait :

« Ces analyses des rapports de production n'épuisent pas (...) le mode de production. (...) Elles permettent mal de comprendre son déploiement au 20<sup>ème</sup> siècle, son élasticité, ses capacités. Que se passe-t-il hors des lieux de travail ? » Il répondait alors : « J'ai proposé et je propose encore pour comprendre un ensemble de faits le concept de « vie quotidienne ». Ce concept n'exclut en rien celui de travail productif. Au contraire : il l'implique. Mais il le complète en tenant compte des transports, des loisirs, de la vie privée et familiale ainsi que de toutes les modifications qui ont affecté au cours de l'époque moderne ces différents aspects de la vie et de la pratique sociale. »

Ainsi Lefebvre fait entrer dans l'analyse et la conception marxistes des aspects négligés jusque-là : l'architecture – l'urbanisme – et, plus largement, l'espace et le temps sociaux. En effet, faisait-il remarquer, le temps et l'espace sont devenus à la fois des marchandises, c'est-à-dire des « biens » autour desquels se livrent, à l'échelle de la planète, de grandes luttes. Résultat : temps et espace, s'ils restent le fondement de la valeur d'usage, sont aussi entrés dans les valeurs d'échange. C'est à ces titres qu'on se les dispute. Cette lutte pour le temps et l'espace, c'est-à-dire pour leur emploi et leur usage, est une forme moderne de la lutte de classes que n'a pas prévue Marx puisqu'elle n'existait pas



de son temps. Forme moderne de la lutte de classe qui n'a plus comme sujet unique constitué la classe ouvrière, avait-il ajouté dans un autre texte. Forme moderne qui n'exclut pas pour autant les formes traditionnelles de lutte de classe.

### L'apport fondamental d'Henri à Karl

En résumant, on peut donc dire que l'apport de Lefebvre à Marx réside dans la compréhension et dans l'analyse contemporaines de la définition du concept de mode de production capitaliste. Vite dit, Lefebvre apporte à la catégorie « forces productives » la production de l'espace (et du temps), et il apporte à la catégorie « rapports de production » - luttes de classe donc - l'urbain (habitants, usagers des services publics, consommateurs, etc.). Ainsi à la critique de l'économie politique vient s'ajouter la critique de la vie quotidienne.

C'est ce qu'Alessandra Dall'Ara, une jeune chercheuse, a compris : « Lefebvre revendique le premier dans l'histoire de la pensée philosophique occidentale le rôle fondamental de la vie quotidienne, comme « structure portante » de la société entière et comme médiatrice entre la nature et la société, à laquelle le quotidien donne les forces humaines et les possibilités pour se développer, pour produire et pour se reproduire » écrit-elle dans une thèse soutenue il y a peu.

Il y a peu encore on pensait, nous pensions, suivant Marx que le prolétariat en se libérant libérerait le monde. Cela a été une possibilité. Une telle opportunité a peut-être existé, mais il faut bien constater, avec Lefebvre, que le moment de la réalisation d'une telle libération n'a pas eu lieu. Avec le concept de vie quotidienne, avec l'ensemble de concepts que constituent la *Critique de la vie quotidienne*, celui-ci a ouvert une nouvelle perspective s'agissant d'une telle libération du monde. Libération qu'on peut nommer Révolution.

On peut nier la validité du concept de mode de production, ce que font allègrement nombre d'économistes et d'idéologues. On peut nier la lutte de classe, ce qu'à toujours fait la bourgeoisie. L'une de ses constantes étant justement de se nier elle-même en tant que classe sociale. On peut nier à Marx la révolution qu'a représenté sa pensée et les possibilités de perspectives qu'elle ouvre.

Mais alors quels axes de réflexion à propos d'un projet de société ? 12 ou 101 propositions font peut-être un projet de gouvernement, pas de société. « Sans un projet global, même contestable, il manque une dimension. La pensée même se perd » nous avait dit un jour Lefebvre.

On l'aura remarqué chez lui, dans le concept de vie quotidienne, la ville, le quartier, sont présent comme espaces sociaux fondamentaux. Si la culture, les arts et l'éthique, sont les nouveaux outils de la construction d'une conscience de soi, la ville, l'urbain, des nouvelles règles du partage de l'espace sont, dans cette perspective, des lieux centraux d'une telle construction.

### La ville comme cadre d'une forme nouvelle de lutte de classe

Dans un article publié en 1968, à l'occasion du centenaire de la première édition du *Capital*, Lefebvre soulignait que « La révolution totale (économique, politique, culturelle) pourra, et elle seule, accomplir cette tâche historique : faire « l'urbain » - Ce n'est pas « l'urbain » qui fera la révolution. Quelque chose d'essentiel se passera (ou ne se passera pas) dans la production. Toutefois, la vie urbaine et surtout la lutte pour la ville et pour la société urbaine fourniront bientôt cadres et objectifs à plus d'une action révolutionnaire. Là encore il y aura (il y a déjà) déplacement. Sans une transformation de la rationalité dans la planification et dans l'aménagement du territoire, sans une autre gestion, la production industrielle n'aura pas pour finalité les besoins sociaux de la société urbaine comme telle. Si la réalisation de la société urbaine implique un programme politique (concernant l'ensemble de la société), ce programme se constitue en fonction de son but ».

Et il ajoutait : « Empêcher la dégradation de la vie urbaine existante, inventer des formes nouvelles et leur permettre de se déployer, ces perspectives excèdent les possibilités de la société existante. Elles exigent un pouvoir efficace et véritablement démocratique : agissant dans l'intérêt du « peuple », c'est-à-dire pour remettre à ce peuple la responsabilité et la gestion de son œuvre. C'est seulement la ville – renouvelée, métamorphosée – qui peut devenir œuvre collective et commune. Et c'est seulement dans la ville

renouvelée et métamorphosée que la vie de chacun peut devenir son œuvre, parce que la société urbaine se définit par la rencontre et le choix, la communication concrète et la fête. Autrement dit : l'usage (la valeur d'usage) d'une œuvre collective ».

Lefebvre avait sans doute raison : l'urbain ne fera pas la révolution sans une transformation dans la production. Mais une révolution ne résulte pas d'un « grand soir ». Celui-ci, pour autant qu'il arrive, n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Identiquement, un nouveau mode de production ne tombe pas du ciel mais remplace petit à petit celui existant et qui dépérit. En sommes-nous là ? Je ne sais pas. Mais si on répond oui cela signifie que les éléments d'un nouveau mode de production sont déjà présents dans nos sociétés. Encore faut-il les détecter, les comprendre et leurs permettre d'émerger.

Lefebvre avait-il encore raison quand il disait que la lutte pour la ville et pour la société urbaine, nouvelles formes de luttes de classe, fourniront bientôt cadres et objectifs à plus d'une action révolutionnaire ? Si on répond encore oui, les luttes pour l'autogestion et la citoyenneté, dans la ville notamment, prennent alors une toute autre importance. Autogestion ? Citoyenneté ? Dans un autre article, nous y revenons.

## Alessandra Dall'Ara

### Ville et démocratie dans la pensée d'Henri Lefebvre

Henri Lefebvre (1901-1991) est le premier philosophe contemporain qui a démontré l'importance historique de la vie quotidienne comme base ou "mère-terre" de la société moderne.

Dans toutes ses œuvres philosophiques – des trois tomes de la *Critique de la vie quotidienne* aux œuvres sur la modernité et sur l'urbain – Lefebvre affirme l'idée que la vie quotidienne n'est pas une sphère marginale de notre société, comme on la considère généralement, c'est à dire que le quotidien n'est réductible ni à la sphère de la banalité, des faits ordinaires et de chroniques de tous les jours, selon la conception commune, ni à une sphère complètement déterminée par l'éco-

nomie capitaliste, selon la conception marxiste traditionnelle.

Lefebvre démontre dans son œuvre que la vie quotidienne est le MOTEUR de la société tout entière et aussi du Système capitaliste, car les hommes quotidiens sont les *forces motrices* du progrès économique et du développement social qu'ils produisent.

La théorie innovatrice de la vie quotidienne comme structure portant de la société entière et lieu de la dialectique historique aboutit à l'analyse de la société urbaine contemporaine, où Lefebvre montre, dans une perspective dialectique, que c'est de l'urbain que peut partir le processus de transformation démocratique de notre société et de construction d'

La réflexion de Lefebvre sur la société urbaine "*in statu nascendi*" et sur la ville moderne commence autour de 1970, lorsque deviennent visibles les changements en acte dans l'espace suite au processus de développement du capitalisme qui dans ces années-là commençait à conquérir et à contrôler de manière radicale l'espace urbain.

Dans l'œuvre intitulée *Du rural à l'urbain* (1970) Lefebvre analyse les phases historiques de la conquête de l'espace par le capitalisme et montre parallèlement les transformations qui se sont produites dans les villes et dans la vie sociale suite à l'expansion industrielle.

Le développement économique du capitalisme commence par la conquête de la société rurale, par l'appropriation de la terre qui constitue la première source de pouvoir économique, le premier élément, en termes lefebvriens, de la Sainte Trinité capitaliste : "Madame la Terre, Monsieur le Capital et le Travail".

Dans son analyse historique Lefebvre montre comment le capitalisme au cours de son expansion a transformé l'espace rural en espace industriel, en attribuant à l'espace une valeur et des buts économiques qu'il n'avait pas auparavant.

Dans les communautés pré-capitalistes, où l'idée de plus-value n'existait pas, l'espace n'avait pas en effet une valeur d'usage économique, il était l'espace naturel et biologique de la reproduction de la communauté, où on produisait selon les besoins vitaux des



hommes et on consommait ce que l'on produisait pour vivre.

La *ville antique* était un microcosme humain et était souvent comparée, par analogie, à l'"homme agrandi" : au centre il y avait la place (*forum, agorà*), l'espace de la participation active des citoyens à la vie politique de la ville, et autour de la place il y avait les espaces destinés à l'éducation – les écoles – et à la fête.

L'espace était communautaire et "vécu" par les citoyens, selon le modèle politique de la démocratie directe.

Dans la société agraire du Moyen-Âge, fondée sur la *propriété* de la terre, l'espace commence à être lié à l'économie, au mode de production agraire et devient la source primaire de richesse pour la classe dominante des propriétaires fonciers.

Mais c'est au XVIII<sup>ème</sup> siècle, au cours de la Révolution industrielle réalisée par la Classe bourgeoise, que l'espace devient, comme Lefebvre souligne, un moyen de pouvoir économique.

Suite au développement du capitalisme commercial l'espace rural est transformé en espace industriel et est finalisé à l'usage et à l'échange des marchandises.

Autour des villages ruraux et des campagnes surgissent les premières *villes commerciales*.

Le monde agricole est progressivement asservi aux intérêts industriels et dans l'agriculture traditionnelle on introduit les premiers "hybrides mendéliens", comme Lefebvre dit, c'est à dire les premières cultures de maïs transgénique.

Le paysage rural se transforme en le paysage industriel des usines, ce qui détermine le grand exode rural des ex-paysans et des petits propriétaires fonciers qui se déplacent pour aller travailler dans les villes, où forment la nouvelle classe sociale du prolétariat industriel.

Se réalise ainsi le passage de la société agraire à la société industrielle moderne.

De là commence la *réflexion critique* de Lefebvre sur la ville urbaine de notre temps, sur les graves problèmes urbains et les nouvelles formes d'aliénation des hommes contemporains.

## La révolution urbaine

Dans l'oeuvre intitulée *La révolution urbaine* (1970) Lefebvre analyse critique les changements qui se sont produits dans la ville et dans la vie des hommes suite au processus d'industrialisation massive de la société.

Dans la première phase de la concentration industrielle, comme il explique, le capitalisme fait irruption dans les villes et les transforme en les remplissant de marchandises, de technologies et de moyens de transport.

Parallèlement à la "marchandisation" des villes, qui se gonflent de luxe industriel, on assiste à la programmation industrielle de tout l'espace social, qui est organisé et finalisé en bloc au profit.

Selon la logique du productivisme économique et les nouveaux plans régulateurs de l'urbanisme moderne tous les espaces, explique Lefebvre, non seulement les espaces publics des loisirs et de la consommation mais aussi les espaces privés ou habités doivent être "productifs", c'est à dire produire de l'argent, alors que les espaces verts sont considérés économiquement non rentables et deviennent dans les grandes villes des "oasis" entourées de gratte-ciels et de centres commerciaux.

Dans l'ère urbaine naît donc une ÉCONOMIE CAPITALISTE DE L'ESPACE : non plus seulement le temps constitue une source d'argent pour le capitalisme mais aussi les espaces deviennent, en termes marxistes, "les éléments du profit".

Au contrôle capitaliste du temps et du capital se joint le contrôle croisé de l'espace urbain comme source fondamentale de gain. On assiste dans ce sens-là à une véritable course des entreprises pour l'appropriation de l'espace, de chaque parcelle de territoire, puisque l'espace aussi c'est de l'argent – "space is money".

À travers la planification industrielle de l'espace urbain le capitalisme contrôle la vie sociale et transforme profondément les rapports humains : dans les villes industrielles la communauté, les relations communautaires et directes entre les hommes disparaissent et les rapports sociaux deviennent impersonnels



au fur et à mesure qu'ils sont réifiés ou fétichisés par les marchandises.

Marx parle à ce propos de "rapports de choses entre les hommes". Lefebvre, en actualisant cette idée, parle de rapports humains médiatisés par les technologies: il devient en effet possible aujourd'hui d'établir des relations à distance à travers Internet ou par un téléphone portable, sans même pas se connaître, et il est aussi possible que deux personnes se rencontrent à travers un "sachet de sucre" sur lequel est écrite une annonce personnelle : ce sont les modernes rapports d'objets entre les hommes.

Avec la réification des rapports humains les choses et les personnes – *res* et *personae* – se confondent et les hommes portent partout "le masque des choses", c'est à dire qu'ils sont eux aussi réifiés et qu'ils prennent l'aspect et l'essence matérielle des choses qui gouvernent leur existence et leurs rapports sociaux.

Même les rythmes et les modes de vie changent profondément en fonction du système économique, la vie s'accélère et dans les grandes villes tout se passe et se consomme rapidement, même la nourriture : on consomme des repas rapides dans les *fast-food*, selon le style américain, ou bien de petits repas japonais, les "*sushis*", entre une pause de travail et l'autre.

La vie humaine est adaptée aux lois et aux rythmes du système capitaliste. Suite à l'industrialisation massive de la société les villes, débordantes de luxe industriel et de marchandises, explosent et cela détermine la formation de quartiers sub-urbains et d'agglomérations-satellite qui caractérisent les *villes urbaines* contemporaines.

Ce qui distingue la société urbaine actuelle de la société industrielle, comme Lefebvre souligne, ce n'est pas seulement la décentralisation économique dans l'espace, c'est à dire la division des villes en nombreux quartiers ou micro-villes fonctionnelles, mais c'est un phénomène nouveau que Lefebvre le premier met en lumière dans ses oeuvres : le Mode de production étatique de l'espace (MPE) qui se joint au Mode de production capitaliste (MPC) ou, en d'autres termes, l'union du Politique et de l'Économique dans la domination de l'espace urbain.

Cette POLITIQUE ÉCONOMIQUE de domination de l'espace par le Capitalisme et par l'État est devenue bien visible dans les villes de nos jours, où l'espace urbain est produit et organisé selon la *logique du productivisme*.

Pour cela on construit, selon les modernes plans urbanistiques, de Grands Ensembles périphériques qui sont projetés en fonction du profit économique, indépendamment des hommes qui les habitent.

Ce sont les *habitats* modernes, des "espaces de captivité pour les hommes" qui sont créés artificiellement et dans lesquels sont amassés les pauvres et les moins aisés.

Dans les habitats on voit surgir les Grandes Casernes populaires avec de dizaines d'appartements, qui ressemblent à des ruches humaines de ciment et à l'intérieur desquelles l'espace est divisé techniquement, les appartements sont fonctionnels et éclectiques, selon le nouveau éclectisme architectural, avec des lignes et des murs obliques, des colonnes... Ce sont les appartements "*liberty*" où l'espace est structuré géométriquement, en faisant abstraction des hommes et de leurs exigences.

Selon la logique du productivisme spatial on construit aussi des édifices délabrés, qui ont un bel aspect alors qu'à l'intérieur ils sont laissés en état de dégradation et enfin s'écroulent en causant la mort de beaucoup de personnes, comme il est arrivé récemment. Ces grands bâtiments formant les Grands Ensembles périphériques sont réservés aux couches sociales pauvres ou moins aisées car la logique des habitats est classiste, comme Lefebvre explique.

La ville urbaine moderne est en effet généralement divisée, selon cette logique classiste, en trois zones principales, correspondant aux trois classes sociales principales et à leur condition économique : un Olympe avec les quartiers résidentiels où habitent les puissants de la société; une zone résidentielle inférieure pour les élites scientifiques et pour les couches sociales moyennes; enfin, au dernier niveau de cette hiérarchie économique de la ville, les quartiers populaires avec les ruches humaines de ciment et les gratte-ciels réfringents de plus en plus élevés : en Chine on pense à construire dans un proche futur des gratte-ciels pour contenir jusqu'à un mil-



lion de personnes, de véritables "machines à habiter" !

Ce qui caractérise les villes urbaines modernes c'est donc la *division politico-économique* de l'espace qui est fragmenté et divisé en zones, selon les différentes classes sociales, formant des enclaves dans le corps de la ville.

De l'autre côté se réalise dans les villes, comme Lefebvre l'explique, l'"*unification du séparé*", c'est à dire l'uniformisation économique de tout l'espace urbain qui devient l'espace unitaire et bureaucratique de la décision et de la consommation :

celui-ci est symbolisé par le centre-ville, l'espace par excellence où surgissent les "tours de verre", les édifices administratifs de la bureaucratie urbaine et où se concentrent les magasins, les supermarkets et les centres commerciaux, les "temples de la consommation de masse".

La ville urbaine, ainsi divisée et uniformisée économiquement, perd son aspect historique ainsi que son sens originaire de communauté humaine et devient "un produit du capitalisme". Elle reflète dans l'espace les mouvements économiques de marchandises et d'argent.

### Une nouvelle civilisation urbaine

Le centre de la critique de Lefebvre est le DESPOTISME POLITICO-ÉCONOMIQUE, c'est à dire la domination totalitaire de l'espace urbain et des hommes par l'État capitaliste.

À cause de ces politiques despotiques la ville est administrée par les entreprises industrielles et les citoyens restent tout à fait étrangers aux décisions prises d'en haut, concernant la gestion de la ville et des espaces publics dont ils sont les usagers.

Ce despotisme politico-économique détermine, comme Lefebvre souligne, la progressive disparition ou réduction de tous les espaces à la mesure des hommes – les espaces verts, les espaces ludiques, les espaces culturels et artistiques, les centres historiques – qui sont subordonnés aux espaces "spéculatifs", et par conséquent la transformation de la ville en une ville *métallique*, pleine de services techniques et de moyens de transport mais sans chaleur humaine.

Face à la domination totalitaire de l'espace, qui détermine la nouvelle *aliénation spatiale* de l'homme urbain, Lefebvre soutient avec force la nécessité d'une réappropriation de l'espace urbain par les citoyens, comme point de départ pour réaliser la *transformation démocratique* de la société.

Dans cette perspective Lefebvre élabore le Projet d'une nouvelle Civilisation urbaine où il démontre, en actualisant le *matérialisme historico-dialectique* de Marx, que la société urbaine est dominée par le Capitalisme et par l'État mais que c'est seulement dans et par l'Urbain, à travers les Citoyens que peut se réaliser le processus de transformation sociale.

Dans les oeuvres intitulées *Le droit à la ville* (1968, 1er vol.) et *Le manifeste différentialiste* (1970) Lefebvre indique comment peut se réaliser le processus de *renouveau social* et quels sont les *fondements* pour construire une Nouvelle Démocratie urbaine à l'intérieur de l'État capitaliste.

Le premier fondement est l'éducation civique des citoyens, c'est à dire la formation d'une conscience civique et sociale, qui est la conscience de la part de chaque homme de ses propres droits et devoirs de citoyen.

L'éducation civique des citoyens, d'où part la transformation sociale, repose donc sur des fondements éthiques et juridiques. Les droits inaliénables dont Lefebvre propose la codification constitutionnelle parmi les droits de l'homme et du citoyen sont le droit à la ville, affirmé dans l'oeuvre homonyme, et le droit à la différence, auquel est consacré *Le manifeste différentialiste*.

*Le droit à la ville* est le droit à la participation active des citoyens à la gestion de la ville, visant à éliminer tout centralisme politique et à construire une Démocratie directe qui soit fondée sur l'unité entre l'État et les citoyens.

*Le droit à la différence* se fonde sur la réaffirmation des différences contre la nivellation générale des individus réalisée par les Pouvoirs uniformisateurs de notre temps, qui tendent à éliminer les particularités et les mérites individuels pour créer l'indifférenciation générale des hommes, rendus indistincts "comme dans une nuit où toutes



les vaches sont noires", selon une expression de Hegel.

Au niveau social le droit à la différence se lie à la réappropriation économique de la ville par les citoyens qui deviennent par là les propriétaires de l'espace urbain et qui peuvent donc organiser l'espace "de manière différentielle", c'est à dire non seulement en fonction de la croissance économique mais aussi selon les différents besoins sociaux et les problèmes urbains de la ville.

Dans ce sens Lefebvre soutient une *nouvelle voie économique* qui consiste, comme il explique, non pas à mettre fin au développement matériel mais à réglementer le progrès capitaliste en l'orientant vers les besoins sociaux de la population afin de produire non seulement richesse économique mais aussi le *développement social* dont les États capitalistes modernes ont un besoin vital.

Lefebvre affirme donc la nécessité d'une nouvelle politique économique, qui ne soit pas orientée seulement vers le profit mais aussi vers les *besoins sociaux* des hommes – justice sociale, éducation scolaire, travail, assistance sociale et sanitaire, sauvegarde des biens sociaux et de l'environnement – afin de dépasser l'exploitation et les contradictions aliénantes de l'État capitaliste.

Dans cette optique, comme il affirme, il est nécessaire d'investir pour favoriser non seulement le progrès technologique mais aussi le libre développement et les oeuvres créatives des hommes, dans tous les domaines sociaux, car les citoyens sont les forces motrices du développement social, les "agents créatifs transformateurs" qui peuvent faire suivre la croissance sociale de l'État à la croissance économique.

De même, au niveau politique, Lefebvre soutient la nécessité, comme il affirme dans l'oeuvre *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, non pas d'abolir ce que de positif l'État capitaliste a produit mais de réaliser la transformation démocratique de la société tout entière à travers l'union de toutes les classes sociales – les politiques, les économistes, les intellectuels, les couches sociales moyennes, les ouvriers, les paysans – afin que l'État représente la Volonté générale de toute la société et soit fondé non pas sur des rapports de domination et d'exploitation mais sur l'*égal développement* de toutes les classes sociales.

Arrivés à ce point-là de notre histoire la Nouvelle voie de l'égal développement social que Lefebvre indique se présente pour le Capitalisme de notre temps, qui est arrivé au sommet du progrès économique, comme une voie nécessaire à parcourir pour l'existence-même du Système.

## Armand Ajzenberg

### De la citoyenneté chez Henri Lefebvre

Citoyenneté ? Nouvelle citoyenneté disait-on dans les années 80. Aujourd'hui, avec le recul, je proposerais plutôt **Citoyenneté de la vie quotidienne**. Pour comprendre ce que Lefebvre entendait par citoyenneté, en général, et dans la ville en particulier, il faut auparavant préciser la définition qu'il en donnait. Cela avait été fait dans un ouvrage – *Du contrat de citoyenneté* – publié en 1991 et qui résultait d'un travail collectif réalisé sous sa direction. Livre aujourd'hui épuisé.

Aujourd'hui, à gauche et à droite, le mot est abondamment utilisé, signe de ce que la citoyenneté correspond à un réel besoin. Pourtant, souvent tout et n'importe quoi est devenu « citoyen » : une entreprise, une réunion, une maison, etc. Il s'agit ici souvent d'aller dans le sens du vent. L'amalgame le plus commun étant réalisé, je crois, à propos de citoyenneté et de démocratie. Faut-il rappeler que la démocratie est un système de gouvernement, et la citoyenneté aujourd'hui un état. Ceci pourtant est indication d'un changement : la citoyenneté d'état devient, dans les esprits, une pratique.

### L'autogestion comme préliminaire

Quelques mots à propos d'autogestion, qui est une autre forme de démocratie. Directe celle-là. Nous – Henri Lefebvre et le groupe de Navarrenx, auteurs de l'ouvrage cité – parlions d'autogestion et de démocratie directe. Autogestion décrite ainsi, dans cet ouvrage, par le philosophe : « Celle-ci se définit comme connaissance et maîtrise (à la limite) par un groupe – entreprise, localité, région et pays – de ses conditions d'existence et de survie à travers les changements. Ces groupes sociaux, par l'autogestion, accèdent



à l'intervention sur leur propre réalité. Comme le droit à la représentation, le droit à l'autogestion peut se proclamer comme un droit du citoyen, les modalités d'application se précisant par la suite. L'action de la base et son initiative sont toujours souhaitables. Mais faut-il attendre que la pratique se mette en mouvement pour proclamer le principe ? L'approfondissement de la démocratie va en ce sens ; ou bien la démocratie dépérit – ou bien le droit à l'autogestion entre dans la définition de la citoyenneté. Il n'est pas utile ici de montrer que les municipalités ou les unités d'entreprise vont dans cette direction, incomplètement, et parfois en la détournant. Le droit à l'autogestion implique le droit au contrôle démocratique de l'économie, donc des entreprises, y compris les entreprises nationales ou nationalisées, c'est-à-dire jusqu'ici plus ou moins étatisées. La formule pratique d'un tel contrôle n'a pas été trouvée jusqu'à maintenant, n'a même pas été cherchée ».

Le mot autogestion a longtemps fait peur ou été incompris et c'est probablement encore le cas. Derrière une querelle de mots, une querelle à propos de pouvoirs ? Un pouvoir en place – association, syndicat, parti politique – peut se prononcer en principe pour l'autogestion et en pratique vouloir, avant tout, contrôler celle-ci. Dans ces conditions, l'expérience éventuelle se termine toujours par la méfiance et le désintérêt de ceux qu'elle devrait concerner.

L'idée d'autogestion, telle que l'a définie Lefebvre, sans en faire un système mais en la considérant comme un principe, me semble plus précise et, pour tout dire, plus radicale que l'expression démocratie participative abondamment utilisée aujourd'hui. Et je ne suis pas le seul, je crois, à penser ainsi. C'est Marie-George Buffet qui déclarait, c'était au dernier Congrès national des élus communistes et républicains (oct. 2005), que « le nouveau défi consistait à permettre à chaque citoyen d'être en pleine maîtrise des enjeux politiques. Cela demande de dépasser la question de la démocratie participative » ajoutait-elle.

### **Citoyenneté de la vie quotidienne**

Ce qui précède avait pour objet de montrer le cadre dans lequel s'insérait cette citoyenneté de la vie quotidienne. Elle est dans le droit fil de cet « ensemble » que constitue la critique de la vie quotidienne. Dans

*Du contrat de citoyenneté* Lefebvre notait que « Les droits de l'homme ont frayés leur chemin, lentement, en deux siècles parmi les raisons de l'époque. Quant aux droits du citoyen, ils sont restés en panne ».

Ici peut-être une précision : l'être humain est en même temps un individu privé et un individu social. On peut à mon avis dire que les droits de l'individu privé sont les droits de l'homme et que les droits du citoyen sont ceux de l'individu social. Ces derniers ont pris du retard sur les premiers et les droits de l'homme ainsi privilégiés, voire exacerbés et souvent même instrumentalisés, ont conduit à des individualismes effrénés.

Dans toujours le même ouvrage nous disions, c'est moi ici qui tenait la plume, que « L'homme est un être complexe, aux connexions multiples que sont ses appartenances. Appartenances liées au territoire (quartier, villes, pays, nation, monde) et à des communautés (famille, profession, convictions religieuses ou philosophiques, classe sociale, conceptions politiques, âge, affinités) que nous nommons « les cultures ». Cultures identitaires qui font de l'individu un être social ; cultures identitaires qui se construisent, contradictoires souvent, se transmettent, parfois, dépérissent au fil des siècles ; cultures qui se traduisent dans des solidarités, des civilités, des rites, des violences qui font l'histoire.

S'identifier dans l'une de ces cultures en étant déconnecté des autres appartenances conduit aux pires aberrations : de la profession au corporatisme, de la religion à l'intégrisme, de la nation au nationalisme... L'homme est un être aux connexions multiples. Leurs ruptures sont lourdes de violences, leurs existences porteuses de révolutions.

Limiter la citoyenneté à l'une de ces appartenances – la politique – est également aberrant. Dépasser cette réduction, cet enfermement, c'est ce que nous avons appelé Nouvelle citoyenneté.

La caractéristique dominante de la société actuelle est son éclatement. Éclatement du sujet... et du citoyen :

- éclatement de l'être humain entre sa vie privée (...), jalonnée par les tabous et les interdits idéologiques... mais aussi matériels, et sa vie familiale où desserement des liens fa-



miliaux et enfermement (...) sur le noyau de base conduisent à un isolement de masse, ou encore sa vie sociale et professionnelle caractérisée, elle, par l'exercice (dans le meilleur des cas) de spécialisations élémentaires au lieu de métiers complets, par un éparpillement des statuts (chômeurs, intérimaires, contrats à durée limitée, « privilégiés » titulaires d'un « job » ou d'un « petit boulot ») et un éparpillement urbanistique (banlieues, mobilités géographiques déracinantes) ;

- éclatement entre le citoyen politique réduit à la seule dimension d'électeur (...), le citoyen dans l'entreprise (...) réduit, le plus souvent, à sa seule dimension de producteur, d'employé confiné dans une spécialisation – sans réelles possibilités d'échanges avec les autres travailleurs, sans moyens de connaître les tenants et les aboutissants de son travail ni d'intervenir sur la finalité de celui-ci -, le citoyen usager, consommateur et citoyen enfin qui n'est considéré que sous son angle économique : l'écoulement des marchandises. Usager-consommateur-citadin découpé et ciblé en tranches horaires pour et par la publicité qui agit sur les besoins et produit « en même temps que les choses les consommateurs et usagers de ces choses »

Un tel sujet – éclaté, contraint à une vie en kit – est un citoyen qui subit la pire des aliénations : sa propre dépossession... matérielle et intellectuelle. Éclatement qui ne s'est pas produit par la force des choses, mais éclatement délibéré, non pas du fait d'un homme ou d'un groupe d'homme, mais de la société marchande... ».

Pour Henri Lefebvre la Nouvelle citoyenneté, celle qu'on pourrait renommer Citoyenneté de la vie quotidienne, consistait en la synthèse du citoyen politique, du citoyen producteur et du citoyen urbain. Au terme des travaux du groupe de Navarrenx nous avons risqué une définition plus complète : « La nouvelle citoyenneté peut être définie, pour chaque individu et pour chaque groupe social, comme possibilité (comme droit) de connaître et maîtriser (personnellement et collectivement ses conditions d'existence (matérielles et intellectuelles), et cela en même temps comme acteur politique, comme producteur et comme citoyen-usager-consommateur, dans son lieu de résidence, dans sa cité et sa région, dans ses activités

professionnelles comme dans les domaines du non-travail, mais aussi dans sa nation et dans le monde ».

Ainsi définie, la citoyenneté – celle de la vie quotidienne – devient bien une pratique, une activité politique concrète. Celle existante, on l'a déjà dit, n'étant qu'un état. On est, aujourd'hui, essentiellement citoyen d'une nation, avec des droits certes – celui d'être électeur par exemple – et des devoirs ou obligations.

Ainsi la citoyenneté de la vie quotidienne consistera à intégrer les rapports sociaux au lieu de s'opposer à eux. Alors que l'autonomie de l'individu dans le cadre de la démocratie représentative aboutit à des formes de dislocation et de l'individu et de la société. Cette citoyenneté de la vie quotidienne tendra, au contraire, à permettre à chaque individu de se réappropriier l'ensemble des rapports sociaux dans lesquels il est immergé.

### **Citoyenneté de la vie quotidienne dans la ville**

On l'aura remarqué chez Lefebvre, et dans l'autogestion et dans les concepts de la vie quotidienne et dans la citoyenneté, la ville, le quartier, sont présent comme espaces sociaux fondamentaux. Si la culture, les arts et l'éthique, sont les nouveaux outils de la construction d'une conscience de soi, la ville, l'urbain, des nouvelles règles du partage de l'espace sont, dans cette perspective, des lieux centraux d'une telle construction.

En 1980, à mon initiative entre autres, était né un groupe de travail qui s'était dénommé « Autogestion ». Dans celui-ci se retrouvaient des communistes ou anciens communistes, des membres du PSU, des syndicalistes, etc. Henri Lefebvre en était aussi. Nous avons alors imaginé de formuler des propositions sous forme de projets de loi. Cela concernait essentiellement l'entreprise et la commune. Après une proposition concernant la création de Conseils d'atelier, de bureau et de service nous avons, c'était début 1982, rédigé un Projet de loi pour l'extension de la démocratie dans la commune. Les réunions, à ce moment là, se tenaient chez Henri Lefebvre et les résultats de ces travaux portent à l'évidence sa marque.



Il serait trop long de citer tous les articles de ce projet de loi. En voici seulement l'exposé des motifs :

« Dans les grandes villes et dans les bourgs d'importance moyenne, il existe des unités d'habitation et de voisinage, des isolats ou de quartiers entiers sous-représentés et même non représentés dans les conseils municipaux. Les intérêts matériels et les aspirations culturelles de ces habitants ne sont pas toujours pris en compte.

À tous les échelons du territoire, des problèmes nouveaux se posent dans la vie quotidienne des habitants. Les autorités constituées, conseils municipaux, généraux, régionaux, n'arrivent à prendre en charge ces problèmes que très tardivement et très insuffisamment.

Pour ces raisons, il convient d'élargir et d'étendre vers la base territoriale, « comités de quartier » ou « unités de voisinage », les principes de la démocratie ; ce qui implique la reconnaissance par la loi de l'autogestion territoriale généralisée ainsi que la démocratie directe, malgré toutes les difficultés qu'elle comporte et toutes les questions qu'elle pose.

Le projet de loi qui suit n'est pas destiné à substituer la démocratie directe à la démocratie représentative mais à rapprocher celle-ci de celle-là. Il ne s'agit pas d'imposer l'autogestion et la démocratie au niveau local mais de donner aux citoyens le droit et les moyens de les exercer.

De telles mesures sont indispensables pour que se constitue progressivement une nouvelle citoyenneté. Celle-ci doit naître de la fusion des droits du citoyen résultant de la Déclaration fondamentale des droits de l'homme ainsi que de la Constitution de la République française avec l'exigence moderne de l'usager. Cette exigence répond au nouveau besoin de participation des individus et des groupes à de multiples fonctions et à leurs droits légitimes aux services et équipements indispensables à la vie de la cité ».

### **La citoyenneté et nos responsabilités**

Si tout ce qui précède à un sens, alors cela mérite peut-être expérimentations. Dans les villes, les villages, les quartiers pouvant ainsi s'exercer, sur le terrain, en grandeur réelle. Ce qui nous donne peut-être, aujourd'hui, quelques responsabilités.

L'apport de Lefebvre à Marx, on l'a vu, réside dans sa compréhension et dans son analyse du Mode de production moderne. Lefebvre apporte à la catégorie « forces productives » la production de l'espace (et du temps), et il apporte à la catégorie « rapports de production » l'urbain (habitants, usagers des services publics, consommateurs, etc.). Ainsi à la critique de l'économie politique vient s'ajouter la critique de la vie quotidienne. Cela, pour moi, ouvre de nouveaux horizons. Si on l'admet, dans un tel contexte, la citoyenneté prend une autre dimension et nous donne, il faut le redire, quelques responsabilités.

Lefebvre avait raison, je le répète, quand il disait que la lutte pour la ville et pour la société urbaine fourniront bientôt cadres et objectifs à plus d'une action révolutionnaire. Les luttes pour l'autogestion et la citoyenneté dans la ville prennent alors une toute autre importance. Il est vrai, déjà beaucoup d'initiatives, de bonnes volontés, d'efforts, sont déployés dans nombre de municipalités de gauche ou communistes. On peut ajouter cependant, avec Henri Lefebvre – c'était en 1985 devant le groupe de Navarrenx – que « Sans un projet global, même contestable, il manque une dimension. La pensée même se perd ». S'agissant de la citoyenneté dans la ville il en va de même. Les expériences ont lieu, en ordre dispersé, avec parfois des confusions, et en tout cas sans réelle perception des enjeux.

Pourquoi des municipalités voisines, ou pas trop éloignées, de gauche ou communistes, ne réfléchireraient-elles pas ensemble sur une telle citoyenneté de la vie quotidienne dans leur ville, ne confronteraient-elles pas leurs pratiques et leurs expériences ? Si une telle entreprise devait être mise en œuvre, il me semble qu'avant d'impliquer les électeurs, les citoyens il conviendrait peut-être d'impliquer d'abord les conseillères et les conseillers municipaux, mais aussi le personnel des mairies (des citoyens producteurs). Il me semble, c'est une suggestion, qu'il faudrait déclencher un mouvement en ce sens ayant comme finalité la citoyenneté de la vie quotidienne dans la ville.



**Université de Paris 8, (Métro : Saint-Denis-Université)**

Master, spécialité : “ éducation tout au long de la vie ”

**Espace-Marx**

(avec l'appui de la Fondation Gabriel Péri)

La revue *Attractions passionnelles*

**"De la découverte du quotidien à l'invention de sa critique".**

**Autour de la pensée d'Henri Lefebvre**

Université de Paris 8, Salle C 022 de 9 h à 15 h, puis amphi 2, synthèse en C. 022.

Comité d'organisation : Sophie Amar, Remi Hess, Kareen Illiade

**Conseil scientifique :**

Armand Ajzenberg, Jacques Ardoino, René Barbier, Bruce Bégout, Gilles Brougère, Lucette Colin, Christine Delory-Momberger, Jenny Gabriel, Claude Javeau, Georges Labica, Opape Onanga, Martine Pretceille, Antoine Spire.

**Jeudi 8 décembre 2005**

**9 h-12 h**

**Présidence : René Barbier**

Remi Hess, La découverte du quotidien : l'année 1905, dans *La vie quotidienne dans le monde moderne*.

Alessandra Dell'Ara, La critique de la vie quotidienne, présentation d'une thèse

Jean-Louis Le Grand, La notion de “ critique ”, chez H. Lefebvre.

Jenny Gabriel, Lefebvre et les Situs

Charlotte Hess, Valentin Schaepelynck, Sur le “ romantisme révolutionnaire ” de Lefebvre.

Ulrich Müller-Schöll, Lefebvre, le quotidien et la philosophie allemande

Débat animé par A. Spire

**12 h-12 h 15**

Hommage à Michel Trebitsch, chercheur lefebvréen, disparu en décembre 2003

**12 h 15-15 h**

**Présidence :**

Bruce Bégout, L'apport de Lefebvre à une philosophie du quotidien

Benyounes, Marxisme, critique du quotidien et Analyse institutionnelle

Gabi Weigand, Lefebvre et Lourau, la discussion sur l'équivalent et le non-équivalent

Kareen Illiade, La pratique du journal comme description du quotidien

Sophie Amar, D'une critique du quotidien à la conscience des possibles, H. Lefebvre et E. Bloch.

Claude Javeau, Ma découverte de Lefebvre en 1960

Débat animé par Guy Carassus

**15 h-18 h**

**Présidence : Martine Pretceille, vice-présidente du conseil scientifique de Paris 8**

Patrice Ville, Une méthode et des concepts : méthode régressive-progressive et théorie des moments

Christine Delory-Momberger, A propos du *Rabelais*

Jean-Pierre Lefebvre, Un instituant ordinaire : la production de l'espace

A. Spire, Le moment du bilan : l'expérience de *La Somme et le reste*

Guy Carassus, Réflexions sur la conception de la transformation sociale dans la critique de la vie quotidienne

Débat animé par S. Amar

**18 h-19 h**

Synthèse par R. Hess, P. Ville, A. Spire, G. Carassus

**19 h-21 h**

**Bal**

Les actes de cette journée seront publiés dans la collection “ Anthropologie ” des éditions Anthropos, dans laquelle se trouvent déjà de nombreux livres d'H. Lefebvre.

